



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

stationnement

Question écrite n° 48570

Texte de la question

M. Jean-Claude Viollet attire l'attention de Mme la secrétaire d'État aux personnes handicapées sur les conditions d'attribution de la carte européenne de stationnement qui a remplacé, depuis le 1er janvier 2000, le macaron GIC. Celle-ci est attribuée par le préfet, sur leur demande, aux personnes titulaires de la carte d'invalidité, dont le taux est au moins égal à 80 %, après examen de leur situation. Or, la reconnaissance de l'invalidité au taux requis, soit 80 %, suppose, au préalable, un état médical stabilisé, ce qui peut demander de nombreux mois pour certaines pathologies, et une décision favorable de la COTOREP, après l'instruction du dossier, qui peut également prendre plusieurs mois. La longueur de cette procédure est d'autant plus dommageable qu'elle intervient précisément au moment où les patients, qui rencontrent parfois des difficultés importantes pour se déplacer, auraient le plus besoin de se sentir soutenus dans leur réapprentissage de la vie quotidienne. C'est pourquoi il lui demande si les prochains décrets d'application relatifs aux dispositions qui seront votées dans le cadre du projet de loi pour l'égalité des chances et des droits, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées pourraient introduire la possibilité d'octroi d'une carte de stationnement à titre provisoire, pour une durée limitée et non renouvelable, sur simple demande du patient, accompagnée d'un certificat d'un médecin spécialiste et soumise à l'avis d'un médecin de la COTOREP.

Texte de la réponse

En l'état actuel de la réglementation, la carte européenne de stationnement, qui a remplacé, depuis le 1er janvier 2000, le macaron GIC (grand invalide civil), peut être attribuée par le préfet, sur leur demande, aux personnes titulaires de la carte d'invalidité, dont le taux d'invalidité est au moins égal à 80 %, après examen de leur situation. Les personnes titulaires de la carte « station debout pénible » ne peuvent donc y prétendre. Toutefois, aux termes de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale, concernant le droit de stationnement réservé aux personnes handicapées, les maires ont la possibilité d'accorder aux personnes titulaires de la carte « station debout pénible » une autorisation de stationner, dans leur commune, sur les emplacements réservés aux personnes handicapées. Ce nouveau dispositif, issu de l'article 86 de la loi précitée, requiert, pour être appliqué, la publication d'un décret en Conseil d'État. Cependant, il est apparu, dans le cadre de la réflexion conduite sur la simplification des démarches administratives, que ces nouvelles dispositions pouvaient se révéler d'application complexe pour les maires, les services chargés de les mettre en oeuvre et les usagers, dans la mesure où l'autorisation de stationnement n'était valable que pour une seule commune. C'est pourquoi le projet de loi pour l'égalité des chances et des droits, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 15 juin dernier, prévoit que toute personne atteinte d'un handicap, qui réduit de manière importante et durable sa capacité et son autonomie de déplacement à pied ou qui impose qu'elle soit accompagnée d'une tierce personne dans ses déplacements, peut recevoir une carte de stationnement pour personne handicapée. Cette carte sera délivrée par le préfet conformément à l'avis du médecin chargé de l'instruction de la demande. Par ailleurs, il est également prévu que les organismes utilisant un véhicule destiné au transport collectif des personnes handicapées peuvent recevoir une telle carte. Les conditions d'application de ces dispositions seront

fixées par un décret en Conseil d'État.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Viollet](#)

Circonscription : Charente (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 48570

Rubrique : Handicapés

Ministère interrogé : personnes handicapées

Ministère attributaire : personnes handicapées

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 octobre 2004, page 7896

Réponse publiée le : 2 novembre 2004, page 8703